

Le pouvoir aux travailleurs

06 juin 2005

N° 115

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
EDITORIAL:	
- APRES LES MASSACRES DE DUEKOUE, CEUX QUI CRIENT VENGEANCE SONT DES ENNEMIS DES CLASSES PAUVRES	2 - 3
- L'ARMÉE IVOIRIENNE ET LES FORCES DE L'ONUCI PASSIVES DEVANT LES MASSACRES	4
- CINÉMA DE POLITICIEN!	4 - 5
- LOI SUR LES ANCIENS PRÉSIDENTS ET DIGNITAIRES DE L'ÉTAT: ILS SE SUCRENT SUR LE DOS DE LA POPULATION! ...	5
- POUR LEUR SÉCURITÉ: LES "BARONS" DU G7 CRIENT AU COMLOT	6
- IL FAUT PLUS DE MOYENS POUR LES MALADES DU SIDA! ..	7
- C'EST LA SAISON DES PLUIES: LE CALVAIRE COMMENCE ...	7
- LES FORCES ARMÉES ET LE GOUVERNEMENT SONT AU SERVICE DE LA CLASSE POSSÉDANTE!	8
- TRAVAILLEUR JOURNALIER A ABIDJAN: UNE VIE DE CALVAIRE!	8 - 9
- BÂTIMENT : LES PATRONS PROFITENT DE LA CRISE POUR ACCROÎTRE L'EXPLOITATION	9 - 10
- IL Y A 30 ANS, LES COLONIES PORTUGAISES D'AFRIQUE ACCÉDAIENT A L'INDÉPENDANCE	11 - 12

0800 1000

11 11

11 11

Le pouvoir

aux

travailleurs

(The power of the workers)

1934	SOLUTIONS
1	L'UNION FAIT LA FORCE
2	L'UNION FAIT LA FORCE
3	L'UNION FAIT LA FORCE
4	L'UNION FAIT LA FORCE
5	L'UNION FAIT LA FORCE
6	L'UNION FAIT LA FORCE
7	L'UNION FAIT LA FORCE
8	L'UNION FAIT LA FORCE
9	L'UNION FAIT LA FORCE
10	L'UNION FAIT LA FORCE
11	L'UNION FAIT LA FORCE
12	L'UNION FAIT LA FORCE
13	L'UNION FAIT LA FORCE
14	L'UNION FAIT LA FORCE
15	L'UNION FAIT LA FORCE

1934

APRES LES MASSACRES DE DUEKOUÉ, CEUX QUI CRIENT VENGEANCE SONT DES ENNEMIS DES CLASSES PAUVRES

Après les massacres de Duékoué les autorités gouvernementales ont invité les journalistes à venir photographier les cadavres en putréfaction à Guitrozon et à Petit-Duékoué, avec d'autant plus d'empressement qu'elles ont vite fait de mettre cette barbarie sur le compte des "rebelles". Cet étalage macabre en dit long sur les bas sentiments qui animent les dignitaires du régime. En faisant cela, ils savent que ça ne peut que mettre de l'huile sur le feu, susciter la vengeance et ouvrir la voie à d'autres massacres.

Ils savent tous que la situation à Duékoué est explosive depuis quelques mois. Non seulement ces massacres étaient prévisibles mais pour ainsi dire programmés. Danon Djédjé, un des proches collaborateurs de Gbagbo avait été même envoyé précisément à Duékoué il y a à peine plus d'un mois, tellement le danger d'une déflagration inter ethnique était menaçant. Mais rien n'a été fait pour désamorcer la situation. Encore aujourd'hui, les dirigeants savent que ces derniers massacres de Duékoué en alimenteront d'autres. Parce que c'est comme un incendie. Un foyer peut être à l'origine d'autres foyers et peut embraser toute une région, si des mesures adéquates ne sont pas prises à temps.

Or, qu'est-ce qui se passe à Duékoué? Cette région est passée des mains des "rebelles" à celles des forces favorables à Gbagbo. Cette situation a non seulement entraîné des règlements de comptes et des tueries, mais aussi des spoliations. Des terres ont été aussi arrachées aux Dioula, aux Burkinabé et aux Baoulé. Depuis, cette région est sous tension, allant de vengeance en vengeance. Il y a à peine plus d'un mois, suite à une grève des transporteurs et des commerçants qui protestaient contre les rackets des forces gouvernementales, plusieurs Dioula et des Burkinabé ont été massacrés par des "autochtones" sous le regard des forces armées qui ont laissé faire. Depuis, les choses se sont aggravées.

Quelques jours seulement avant les massacres des populations Wè de Guitrozon et de Petit-Duékoué, quatre ressortissants dioula, avaient été

tués. Dès le lendemain des massacres de Guitrozon et de Petit-Duékoué, en représailles, il y a eu le massacre d'une dizaine de "Dioula" à Belleville, un autre quartier de Duékoué.

Malgré tous les faits établis démontrant le caractère ethnique du conflit, Gbagbo et son parti, le FPI, parlent d'attaque "rebelle" sur Duékoué. Avec ce langage ils ne règlent aucun problème, mais en créent d'autres. Voilà pourquoi les dirigeants de ce parti portent une lourde responsabilité dans les massacres qui ont eu lieu et ceux à venir.

Les forces armées gouvernementales, comme tout le monde a pu le constater, sont là tout juste pour racketter les populations pauvres et profiter de la guerre pour faire des affaires. Aucun militaire, à commencer par les officiers, ne sera poursuivi pour ses actes et encore moins pour "non-assistance à personnes en danger". Pas plus, d'ailleurs, les forces de l'ONU basées dans la région et qui ont tout aussi passivement laissé agir les massacreurs. Il devient dès lors clair qu'elles sont seulement là pour défendre les intérêts des possédants au cas où ils seraient menacés.

Quant aux partis politiques dit d'opposition, au même titre que le FPI, ils sont tous responsables à un niveau ou à un autre de la situation actuelle du pays et sont capables d'alimenter le feu et créer les conditions d'une guerre ethnique généralisée.

Le foyer d'incendie inter ethnique de Duékoué peut se propager à tout moment jusqu'au coeur de la capitale. Sachons que le danger qui nous guette dans nos quartiers est bien réel. Et si par malheur ces quartiers s'embrasaient, il ne faudrait compter ni sur nos politiciens, ni sur les forces de l'ordre gouvernementales ni sur les forces onusiennes pour empêcher les massacres. Il se peut que ça et là des bandes s'organisent sous prétexte de "défendre le quartier" mais sur des bases ethniques. Il faudra s'en méfier. Les travailleurs, quelle que soit leur origine ethnique, leur région ou leur pays d'origine, n'ont aucun intérêt à laisser pénétrer le poison de la haine ethnique dans leurs rangs.

L'ARMÉE IVOIRIENNE ET LES FORCES DE L'ONUCI PASSIVES DEVANT LES MASSACRES

L'ouest du pays est à nouveau à sang depuis la nuit du mardi 31 mai, date à laquelle des inconnus ont attaqué deux villages guérés faisant une soixantaine de morts et des centaines de blessés selon les chiffres officiels.

Depuis le début de cette crise armée, les habitants de cette région qui s'étend de Duékoué en passant par Guiglo jusqu'à Toulépleu, sont pris en tenaille par les politiciens. Mais la raison principale qui fait que les conflits y sont particulièrement aigus et souvent violents, est le problème dit du "foncier rural". Une forte communauté de Baoulé, de Dioula du nord mais aussi de Maliens et Burkinabé s'est installée dans les forêts, avec l'encouragement des autorités, pour y pratiquer l'agriculture. Certains y sont installés depuis des décennies. Cette région est devenue depuis quelques années la "nouvelle boucle du cacao". De ce fait la terre y est de plus en plus convoitée. Cette situation a alimenté la crise. Et la crise elle-même a précipité et aggravé les conflits inter ethniques avec comme toile de fond la question foncière.

Le dernier massacre en date est une suite de vengeance comme c'est le cas fréquemment dans cette partie du pays. En effet, une semaine avant le 31

mai, quatre jeunes Dioula ont été assassinés dans cette localité et c'est en représailles à ce crime que des inconnus ont attaqué nuitamment les deux villages. A Petit-Duékoué ils ont fait une vingtaine de morts et à Guitrozon une cinquantaine. De représailles en représailles, les Guérés se sont encore attaqués le lendemain à la population dioula vivant dans la ville de Duékoué faisant plus d'une vingtaine de morts.

Aujourd'hui c'est dans un engrenage infernal que les populations des deux communautés sont jetées. Pour se venger, elles font régulièrement appel à différentes milices. D'un côté, c'est la confrérie "dozo" composée de chasseurs traditionnels munis de fusils. De l'autre, ce sont les différents groupes comme le GPP, le FLGO etc. Chacune de ces milices agit en même temps pour son propre compte.

Face à cette escalade de violence, l'armée ivoirienne comme les Casques bleus de l'ONU (appelées abusivement "forces impartiales") ont toujours été indifférents aux cris de douleur des populations. Elles font semblant d'agir une fois que les massacres ont été perpétrés.

CINÉMA DE POLITICIEN!

Gbagbo a effectué une tournée dans quelques pays africains. Au Rwanda, il en a profité pour visiter le Centre commémorant le génocide rwandais. Rappelons que ce génocide a fait près d'un million de morts. Ce fut l'occasion pour Gbagbo de souhaiter "que cela ne se reproduise plus. Ni en

Afrique, ni ailleurs dans le monde". Ces paroles sont justes. Mais lorsqu'elles viennent d'un président qui est en train de réunir lui-même dans son pays, tous les ingrédients d'une guerre inter ethnique, on ne peut qu'être choqué.

Il n'est pas de jour où les médias d'Etat ou de l'opposition n'attisent la

haine, le tribalisme, la rancœur entre les populations. On pense immédiatement à la tristement célèbre "Radio Mille-collines" qui, au Rwanda, avait réussi à fanatiser ceux qui allaient commettre le génocide plus tard. En Côte d'Ivoire, l'odeur nauséabonde qui émane de la plupart des médias ayant pignon sur rue n'augure rien de bon. Le président lui-même ne fait rien pour calmer les choses. Bien au contraire. Comme exemple, il n'a rien trouvé de mieux suite aux massacres de Duékoué,

que d'accuser sans preuves les rebelles. Ce qui n'est pas de nature à calmer les esprits.

Actuellement, les milices armées proifèrent alors qu'on sait le rôle actif que ce genre de milices ont joué dans le génocide rwandais. Alors, au lieu de faire semblant de "pleurer" sur le génocide rwandais, le président ivoirien ferait mieux de ne pas laisser ses propres partisans se comporter en xénophobes.

LOI SUR LE STATUT DES ANCIENS PRÉSIDENTS ET DES DIGNITAIRES DE L'ÉTAT: ILS SE SUCRENT SUR LE DOS DE LA POPULATION!

Les députés sont en train de voter une loi sur le statut des anciens chefs d'Etat, présidents des institutions, anciens Premiers ministres, ministres ainsi que pour les députés eux-mêmes quand ils seront à la retraite.

Bien des gens sont à juste titre, choqués par cette proposition de loi qui attribue la "part du lion" à ces messieurs qui n'ont rien fait d'autre que de piller les deniers publics. Les chiffres sont tellement mirobolants que c'est scandaleux et même insultant pour les travailleurs qui suent du matin au soir (et encore quand ils ont la chance de trouver du travail) et qui à la fin du mois n'ont qu'un maigre salaire pour faire vivre toute une famille. Comment des gens déjà nantis peuvent-ils s'arroger des sommes comme 10 millions de Fcfa/mois pour les anciens chefs d'Etat, 6 à 7 millions pour les anciens présidents d'institution et Premier ministre et un million et plus pour les ministres et députés? Et il y a même des députés qui trouvent que ce traitement est peu. C'est le cas du président du groupe parlementaire "Solidarité". Il ajoute que: "aujourd'hui un président qui perd une élection peut facilement

accepter le résultat. Puisqu'il sait que ses vieux jours sont assurés avec cette loi ...".

Pendant que tout ce beau monde pioche allègrement dans les caisses de l'Etat, ils demandent aux petits employés de l'Etat de se serrer la ceinture. Depuis plus de 25 ans, les salaires sont restés bloqués pour la majorité d'entre eux. Quant au secteur privé, les contrats se sont précarisés avec l'onction des différents gouvernements. Aujourd'hui comme on le dit, l'ensemble des travailleurs "tirent le diable par la queue". Salaire insuffisant d'un côté et, de l'autre côté les prix des denrées, du transport, de l'eau, de l'électricité, etc qui ne cessent de flamber. Le pays, avant même la guerre, manquait partout d'infrastructures nécessaires pour la population. Pas d'écoles en quantité suffisante, des routes de plus en plus impraticables, les moyens de transport urbain en état de vétusté avancée, des hôpitaux sans matériels, le personnel de l'éducation et de la santé en nombre insuffisant. La liste de ces problèmes est très longue à citer.

Ces gens qui nous dirigent et qui s'attribuent des privilèges sur le dos de

la population méritent vraiment un coup de colère du monde du travail.

POUR LEUR SÉCURITÉ: LES "BARONS" DU G7 CRIENT AU COMLOT

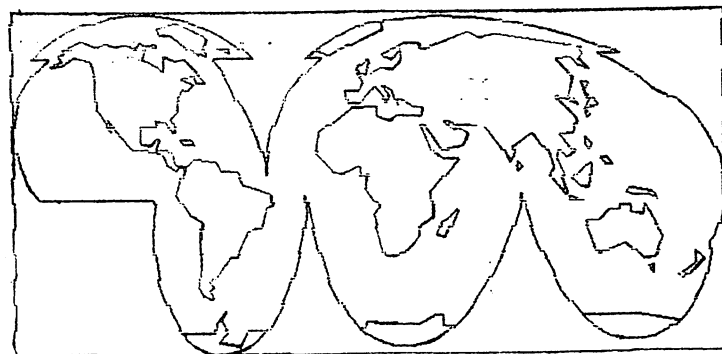
Dans la dernière quinzaine du mois de mai un "baron" du PDCI a reçu la visite de bandits armés. Il a suffi de cela pour qu'il y ait une levée de boucliers dans le camp des politiciens de l'opposition au pouvoir. L'insécurité dans laquelle sont plongés les quartiers pauvres n'a jamais inquiété aucun d'eux. Il suffit que quelques-uns des leurs soient touchés pour qu'ils crient au scandale.

Le pouvoir en place ou ses milices ne sont peut-être pas étrangers aux agressions que subissent les cadres de l'opposition. Mais à les entendre geindre, on croirait que c'est un phénomène exceptionnel qui ne touche

qu'eux seuls. Ils ne demandent qu'un renforcement de leur sécurité personnelle. Pourtant la criminalité dans le pays et surtout à Abidjan est plus que préoccupante. Dans les quartiers populaires, les meurtres, les agressions, les braquages et les vols font partie du quotidien. Sur les routes, les coupeurs de route règnent en maître. Il ne se passe pas de jour sans que de nouveaux faits ne viennent alourdir le bilan des agressions.

Mais tout cela, les politiciens hypocrites ne le décriront jamais. Tant que ce sont les pauvres qui sont concernés, ils ne s'en inquiètent guère

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

IL FAUT PLUS DE MOYENS POUR LES MALADES DU SIDA !

La Côte d'Ivoire est l'un des pays en Afrique où le taux de prévalence du VIH-SIDA est élevé. Pour freiner la maladie, en plus des campagnes de prévention, il devient urgent de soigner ceux qui sont déjà atteints. Mais voilà, les malades rencontrent de nombreux problèmes pour se soigner.

Ce sont généralement les services sociaux des hôpitaux qui se chargent de fournir aux séropositifs les anti-rétroviraux. Malheureusement, ces services n'ont pas souvent assez de moyens et les ruptures de stocks sont fréquentes. Or une commande peut prendre deux mois avant d'être satisfaite. On imagine aisément que le malade est obligé d'interrompre son traitement ce qui est un réel danger quant à ses chances de pouvoir lutter efficacement contre cette maladie.

Quant aux pharmacies privées, elles se trouvent très souvent en rupture

de stock. Du fait que sur ces médicaments précis leur marge bénéficiaire est réduite par les autorités publiques, elles sont plus préoccupées à vendre des médicaments plus rentables et ne se fatiguent pas pour avoir des stocks suffisants sur les anti-rétroviraux. Ce qui fait que ceux qui n'ont pas d'autres moyens de s'approvisionner sont condamnés. Sans parler de ceux qui, même quand il y a des médicaments dans les pharmacies, n'ont aucun moyen de se les payer. C'est le cas de la majorité des malades.

L'Etat trouve bien de l'argent pour acheter des armes pour faire la guerre mais pas pour venir en aide à ces malades. Il devrait au moins obliger les pharmacies privées à avoir suffisamment de stocks de médicaments et les vendre à prix coûtant. Mais le gouvernement est incapable de prendre même cette mesure de salut public.

C'EST LA SAISON DES PLUIES: LE CALVAIRE COMMENCE

La saison des pluies vient de faire deux victimes à Williamsville. Chaque année c'est la même chose. Si ce ne sont pas des maisons qui s'effondrent ou qui sont inondées, ce sont des enfants pour la plupart qui meurent. Souvent sous l'effondrement des maisons ou emportés par les eaux de ruissellement.

Ces drames sont dus au fait que les canalisations sont soit inexistantes soit bouchées par les ordures. Le peu de caniveaux qui existent ne sont pas entretenus et le ramassage d'ordures

très rare. Alors quand il y a la pluie, c'est la catastrophe. En plus de cela, les maisons qui sont souvent situées dans des quartiers pauvres sont construites avec de mauvais matériaux. Aucune politique du gouvernement ne prévoit la construction de logements économiques, à la portée de tous. Bien au contraire, les gouvernements successifs se sont toujours contentés de détruire ces quartiers rendant encore plus difficile des conditions de vie déjà précaires.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UN EXEMPLE QUI MONTRE A QUEL POINT LES FORCES ARMÉES ET LE GOUVERNEMENT SONT AU SERVICE DE LA CLASSE POSSÉDANTE!

La société SICOR (Société Ivoirienne de Coco Râpé), ex-entreprise d'Etat vendue au rabais à des capitalistes privés, détient dans une île située dans la région de Grand-Lahou, près de 5000 hectares de plantations de coco. Mais la terre où sont plantés ces cocotiers n'a jamais été dédommagée aux villageois. De plus, ces mêmes villageois n'ont plus d'endroit où cultiver leur manioc pour leur subsistance. Devant cette situation de survie, ils ont, depuis plusieurs années, engagé des négociations avec les nouveaux acquéreurs qui les roulent à chaque fois dans la farine, en faisant des promesses qu'ils ne tiennent jamais. De plus, ces villageois ne demandent pas grand chose. Mais pour les bourgeois et le gouvernement FPI à leur service, se pose un problème politique. En effet, tant que les villageois de Duékoué ou d'ailleurs s'en prennent à d'autres pauvres gens comme eux, le gouvernement et les politiciens en général ne trouvent non seulement rien

à redire mais ils s'en servent même dans leur démagogie sur le "foncier rural" et créent artificiellement la division entre les populations pour mieux les tromper. Mais quand ces mêmes villageois, comme ici à Grand Lahou, s'en prennent à une propriété capitaliste, ça devient problématique et inacceptable aux yeux de ces politiciens qui sont au pouvoir pour défendre justement les intérêts des riches.

En tous cas, il a seulement suffi que les populations villageoises se mobilisent pour bloquer l'évacuation des noix de coco pour qu'aussitôt, la riposte du gouvernement se fasse entendre. En effet, 50 gendarmes armés ont carrément dressé leur camp sur le site durant un mois, neutralisant les villageois d'une part et obligeant les ouvriers à se rendre dans les plantations, au risque pour ces ouvriers de se faire tuer par les villageois en colère.

TRAVAILLEUR JOURNALIER A ABIDJAN: UNE VIE DE CALVAIRE!

Il n'est pas facile d'être journalier par les temps qui courent. Prenons le cas de ce jeune travailleur qui fut longtemps journalier avec la RMO grâce à un recruteur de cette boîte d'interim qu'il connaissait. Tant qu'il avait ce soutien à la RMO, il trouvait quelques petits contrats à faire. Du jour où sa connaissance est partie, sa situation a empiré.

Déjà même avec des contrats réguliers, il n'arrivait pas à s'en sortir. Le salaire était tel qu'il passait toute la semaine dans la zone industrielle de Vridi sur son lieu de travail pour pouvoir économiser en transport. Aujourd'hui, pour trouver un hypothétique travail, il lui faut être en permanence sur la zone sans même la certitude de pouvoir trouver quelque

chose. Cette situation s'est encore aggravée avec la crise. Les entreprises en profitent pour imposer aux travailleurs des conditions de travail beaucoup plus difficiles et des salaires encore plus bas.

Le cas de ce jeune est très semblable à celui de la plupart d'autres qui essaient d'intégrer le monde du travail. Rare sont ceux qui arrivent à se faire embaucher.

BÂTIMENT : LES PATRONS PROFITENT DE LA CRISE
POUR ACCROÎTRE L'EXPLOITATION

Avec la crise qui frappe le pays depuis 2002, les patrons de tous les secteurs se donnent à fond la caisse dans l'exploitation des travailleurs. Dans le secteur du BTP, (Bâtiment et Travaux Publics), les patrons des quelques entreprises qui sont en fonction ont rendu précaires les conditions de travail et de vie des travailleurs de deux manières. Premièrement en fragilisant le contrat de travail et ensuite en imposant des salaires de misère.

— Nous avons l'exemple de l'entreprise COMPLAN, une société chinoise qui, non seulement a particulièrement rendu précaires tous les contrats qui la lient aux travailleurs (ces derniers sont payés au jour le jour), mais en plus a drastiquement réduit le salaire. Voici ce que raconte un ouvrier: "Sur notre chantier situé à Cocody 2 Plateaux-les Perles, les ouvriers sont embauchés avec un salaire de 2500F/jour pour le 1er mois d'essai. C'est ensuite que tu touches la somme de 3000F/jour, somme qui ne répond à rien comme grille de salaire. Nous travaillons tous les jours, même le dimanche, avec le même salaire. Les heures supplémentaires sont payées quand les patrons le veulent. Les manœuvres quant à eux, les plus

chanceux touchent 2000F/jour et les autres doivent se contenter de 1500F. Nous sommes ensuite renvoyés après souvent trois ou quatre mois de travail. Les plus chanceux parmi nous atteignons 7 à 8 mois mais jamais une année. Nous partons sans aucune indemnité". Cette manière de rendre les contrats très précaires sur les papiers et en pratique aussi, couvre les patrons de toute attaque.

On se souvient aussi qu'après la grève des travailleurs de Sibagec sur le chantier de construction de la nouvelle ambassade des Etats-Unis à la Riviera-Golf en novembre-décembre 2003, grève brisée en son temps par le maire Fpi de Cocody, les patrons de la Sibagec ont procédé de la même manière pour le recrutement du nouveau personnel. Aujourd'hui ce chantier tirant à sa fin, les patrons se débarrassent comme ils le veulent, les travailleurs qu'ils ont exploités à souhait. Et tout cela avec la complaisance de l'Inspection de Travail qui avait aidé aussi à rédiger ce contrat.

Quant au secteur de la promotion immobilière, quelques-unes des sociétés qui continuent d'exister ont tout simplement confié les travaux à des

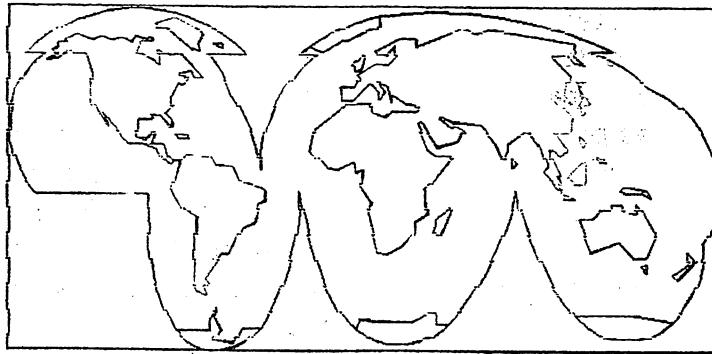
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

intermédiaires. Cette sous-traitance les épargne de tout engagement vis-à-vis des travailleurs.

La crise dans laquelle le pays est plongée ne fait pas du tard à tous les patrons. Il y a des individus tout comme des entreprises qui en profitent comme

c'est le cas pour COMPLAN et d'autres dans le secteur du BTP. Si rien n'est fait pour mettre fin à cette crise et surtout si les travailleurs de ce pays ne se mobilisent pas pour dire leur mot, ces patrons véreux ont encore des beaux jours devant eux.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

**IL Y A 30 ANS, LES COLONIES PORTUGAISES D'AFRIQUE
ACCÉDAIENT A L'INDÉPENDANCE**

En juin et juillet 1975, le Mozambique puis les îles du Cap Vert accédaient à l'indépendance. Cette voie a été ouverte par la lutte armée dirigée par Amilcar Cabral en Guinée Bissau. Cabral fut assassiné en 1973, mais la lutte de guérilla armée menée par son parti, le PAIGC a fini par arracher officiellement l'indépendance en 1974 après avoir tenu en échec les détachements armés de la dictature portugaise. L'Angola, le pays le plus important des possessions portugaises, à la fois par sa taille et par l'importance de ses richesses, n'accédera à l'indépendance que le 11 novembre 1975.

Les peuples de tous ces pays ont fait preuve d'une détermination exemplaire et de beaucoup de courage pour continuer la lutte malgré la répression féroce exercée par la police politique, la PIDE. Une chape de plomb s'exerçait contre tous ceux qui s'opposaient au régime autoritaire non seulement dans les colonies mais au sein même de la métropole.

Le dictateur militaire Caetano dans la droite ligne de son prédécesseur Salazar, autoritaire et anti-communiste, voulait continuer coûte que coûte la politique de grandeur coloniale. Cette politique se révélait d'année en année ruineuse pour l'économie moribonde de la petite puissance coloniale de dernier rang que constituait le Portugal des années 1970.

Il a fallu qu'une conjuration d'officiers finisse par renverser le régime honni de Caetano au cours de la "Révolution des œuflets" en 1974 pour

que les indépendances soient enfin accordées.

Les organisations nationalistes.

En Angola, la lutte pour l'indépendance a été menée par le MPLA de Agostino Neto. C'était une organisation nationaliste radicale dirigée par des intellectuels détachés des traditions tribales. Cette organisation fut concurrencée par l'UNITA de Jonas Savimbi dans le centre du pays, tandis que le FNLA de Roberto Holden contrôlait le Nord. Ces deux organisations étaient implantées sur des bases ethniques et bénéficiaient du soutien des grandes puissances impérialistes ainsi que de celui du régime d'Apartheid d'Afrique du Sud. Le MPLA quant à lui était soutenu par l'URSS épaulée par le régime cubain.

Au Mozambique c'est le Frelimo de Samora Machel qui dirigea la lutte de guérilla. Le jeune Etat mozambicain pauvre et affaibli au sortir de la lutte pour l'indépendance a dû faire face à une opposition armée fomentée de toute pièce par le régime raciste de l'Afrique du Sud voisin et par celui de la Rhodésie (Zimbabwe avant l'indépendance).

L'émancipation nationale a été acquise.

Les dirigeants nationalistes même radicaux comme le furent Neto et Samora Machel ont tourné le dos à la classe ouvrière. Celle-ci a mené des luttes importantes sous la domination portugaise notamment une grande grève en septembre 1973 à Luanda. La politique du MPLA a consisté à utiliser son audience pour empêcher le

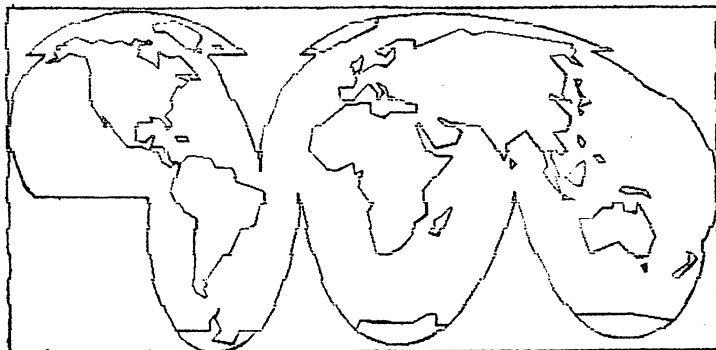
développement de toute conscience de classe, au nom de l' "Unité Nationale". Le prolétariat n'était peut-être pas très nombreux dans toutes les colonies portugaises, mais il était très puissant en *Afrique du Sud voisine*. D'ailleurs un an après l'arrivée au pouvoir des nationalistes du Mozambique et de l'Angola une insurrection ouvrière éclata dans le town ship de Soweto. A ce moment-là l'avènement d'un pouvoir s'exerçant au nom de la classe ouvrière et dans le sens de ses intérêts, aurait pu constituer un espoir immense pour les travailleurs de toute cette région d'Afrique.

L'émancipation sociale des travailleurs reste à conquérir.

Aujourd'hui tous les pays d'Afrique ont fini par obtenir l'indépendance nationale. Les régimes d'Apartheid ont été balayés de tous leurs retranchements. Les puissances impérialistes ont dû accorder des concessions importantes sur la forme de leur domination. Mais sur le fond leur malinise continue de se perpétuer avec

la collaboration de tous les dirigeants actuels et des intellectuels à leur service. Toutes les variantes de régimes nationalistes, des plus modérés aux plus radicaux, se sont succédé sur le sol africain avec les résultats qu'on connaît sous forme de misère et de développement des guerres tribales de toutes sortes. Des milliers de personnes tentent de fuir comme elles peuvent misère et dictature, tant l'existence devient de plus en plus insupportable dans nos pays. Le nationalisme a fait faillite et mène à la catastrophe. Il est grand temps que les intellectuels dignes de ce nom qui n'acceptent pas la situation qui prévaut sur le continent, se détachent de l'impasse que constitue le nationalisme ou l'ethnisme. Ils peuvent utiliser leur compétence pour aider les travailleurs à s'organiser. La classe ouvrière est récente en Afrique mais elle seule constitue une force indispensable pour jeter les bases d'une société fraternelle fondée sur la satisfaction des besoins à commencer par les plus élémentaires pour tous.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.